

# Des universitaires palestiniens exhortent les universités et intellectuels européens à se retirer de LAW TRAIN

PACBI, la Campagne palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël – 4 septembre 2017 – Belgique, Royaume Uni, Italie.

*Des professeurs et des institutions académiques européens ont insisté pour que cesse la coopération avec le projet financé par l'UE, du fait de l'engagement des institutions israéliennes connues pour leurs pratiques de détention illégale, de torture au quotidien et de violence envers les Palestiniens.*

Palestine occupée – la Fédération Palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUPE) et la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël ([PACBI](#)) en appellent aux professeurs et institutions académiques d'Europe pour un retrait immédiat de leur participation au LAW TRAIN, un projet qui vise à unifier les méthodes d'interrogatoires policiers et qui ignore les violations graves des droits humains.

Nous appelons l'Université belge KU Leuven, l'Institut de recherche portugais INESC-ID et les universitaires britanniques membres du comité consultatif du projet, à cesser immédiatement leur engagement dans ce programme, par respect pour le droit international et pour les droits humains des Palestiniens.

LAW TRAIN est un projet cofinancé par l'UE et par le ministère

israélien de la sécurité publique, la police nationale israélienne et l'université Bar Ilan d'Israël.

Les pratiques de détention illégale du ministère israélien de la sécurité publique et de la police, la torture au quotidien et l'usage de la violence contre les manifestants palestiniens ont été critiqués par l'ONU et par les organisations de défense des droits humains. Ces pratiques jouent un rôle actif dans la détention illégale de milliers de prisonniers politiques palestiniens qui sont dans les prisons israéliennes.

La police nationale d'Israël, qui a en son sein l'infâme unité de la police des frontières, est profondément impliquée dans des crimes de guerre, des exécutions extra judiciaires et dans de violentes attaques illégales contre des Palestiniens, brutalisant notamment les enfants prisonniers, ainsi que l'a documenté Human Rights Watch. La police est aussi responsable d'ancrer une culture de l'impunité parmi les Israéliens qui terrorisent ou attaquent des civils palestiniens. Dans 95% de ces attaques, la police se soustrait à l'accusation des délinquants.

La présence du siège de la police nationale sur le territoire occupé de Jérusalem Est constitue une violation grave du droit international et relève d'un crime de guerre. Cela implique les participants européens à LAW TRAIN en violation du droit international. Cela présente aussi le risque de violer la propre politique de l'UE de non reconnaissance de la souveraineté israélienne sur les TPO et les lignes directrices de l'UE quant à la participation à des programmes de recherche, puisque la Commission européenne n'a pas été en mesure de confirmer que les activités du projet ne se situent pas sur de la terre illégalement occupée.

L'université Bar Ilan est profondément complice de l'oppression des Palestiniens par Israël. Elle maintient des liens étroits avec le Shin Bet, les services de sécurité

d'Israël, lequel a été condamné par le comité de l'ONU contre la torture pour son usage de la torture et d'autres méthodes illégales d'interrogatoire.

La coopération avec ces institutions via LAW TRAIN n'est pas seulement un mépris des droits humains des Palestiniens, elle donne le feu vert à la poursuite de ces méthodes de torture et, pire encore, elle les présente comme un modèle à suivre en Europe.

Nous vous écrivons après que plus d'un millier de prisonniers politiques palestiniens aient observé une grève de la faim de 40 jours cet été en signe de protestation contre les conditions inhumaines qui leur sont faites par Israël, torture comprise ainsi que le refus de soins médicaux et la mise au cachot, dans lesquels la police nationale israélienne et le ministère de la sécurité publique sont directement impliqués. Actuellement Israël garde en prison environ 6 000 prisonniers politiques palestiniens, dont 300 enfants, nombre d'entre eux étant détenus sans accusation ni procès.

En août dernier, après une pression de la société civile, le gouvernement portugais s'est retiré de la participation à LAW TRAIN et nous exhortons les autres partenaires européens du projet à faire de même.

Nous appelons l'Université belge KU Leuven, l'Institut de recherche portugais INESC-ID et les universitaires britanniques membres du comité consultatif du projet à cesser de faciliter la violation des droits humains des Palestiniens, par leur retrait immédiat de LAW TRAIN.

Sincèrement,

La Fédération Palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités (PFUPE) et la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël ([PACBI](#))

Source: [PACBI](#)

Traduction SF pour BDS France